



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

enseignants

Question au Gouvernement n° 989

Texte de la question

STATUT DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

M. le président. La parole est à M. Daniel Goldberg, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Daniel Goldberg. J'aimerais revenir sur l'échange de tout à l'heure, relatif à l'audiovisuel public. Dans sa question, notre collègue Laurent Fabius a relevé les contrevérités proférées par le Président de la République. Or M. le Premier ministre ne lui a pas répondu sur ce point. C'est donc bien qu'il s'agissait de contrevérités ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - " Non ! " sur les bancs du groupe UMP.)*

Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

En juillet 2007, lors de l'examen de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités, les députés socialistes avaient alerté sur les dangers de la concurrence généralisée que vous érigiez en dogme : concurrence entre les territoires, concurrence entre les établissements d'un même territoire, concurrence entre les unités d'un établissement, concurrence entre les personnels, concurrence sans régulation nationale, ni pour les formations, ni pour les carrières.

Vous êtes restée sourde à nos avertissements, sur le danger qu'il y avait à confier tous les pouvoirs sans contrepoids, sans garde-fou, aux présidents d'université. Vous n'avez pas voulu entendre ce que disaient des parlementaires de tous bords sur le risque auquel on s'expose à mélanger responsabilités de gestion...

M. Jean-Paul Anciaux. Ce sont des mensonges !

M. Daniel Goldberg. ...et conduite des politiques scientifiques des établissements. Votre modèle, madame la ministre, c'est le sarkozysme, imposé comme méthode de direction des universités. *(Protestations sur les bancs du groupe UMP.)*

Aujourd'hui, vous voulez appliquer cette logique au statut des enseignants-chercheurs. Il est vrai qu'en cela, vous suivez à la lettre les directives du Président de la République telles qu'il les a livrées, le 22 janvier dernier, en un discours méprisant et éloigné des réalités. Vous avez donc réussi à cristalliser un mouvement social de grande ampleur. Les présidents d'université ne vous suivent plus. Ils vous demandent de retirer votre projet de décret, ils vous l'ont redit hier après-midi, en dénonçant, je cite : " les réformes actuelles [qui risquent] d'affecter gravement le service public d'enseignement supérieur et de recherche. "

Madame la ministre, écoutez aujourd'hui toutes celles et ceux qui ne vous demandent pas de fournir une charte de bonne application de votre décret, ni de vous contredire, comme hier, sur sa date d'application. Non : toute la communauté universitaire aimerait savoir quand vous accepterez de retirer votre décret pour laisser enfin place à une véritable concertation ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et sur quelques bancs GDR.)*

M. le président. La parole est à Mme Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

M. Maxime Gremetz. Les manifestants sont dans la rue !

Mme Valérie Pécresse, *ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche*. Monsieur le député Daniel Goldberg, " retrait ", vous n'avez que ce mot à la bouche. *(Protestations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Jérôme Lambert. Et négociation !

Mme Valérie Pécresse, *ministre de l'enseignement supérieur*. Mais, au fond, que proposez-vous ? Quelle est votre vision de l'université ? *(Très vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. Mes chers collègues, je vous demande de faire preuve d'un petit peu de courtoisie et d'attention !

Nous vous écoutons, madame la ministre !

Mme Valérie Pécresse, *ministre de l'enseignement supérieur*. Êtes-vous contre l'autonomie ? Ce n'est pas ce que disait Mme Royal pendant sa campagne ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Êtes-vous contre l'"opération campus" avec les 5 milliards d'euros de crédits exceptionnels pour construire une cité des humanités et des sciences sociales chez vous, à Aubervilliers ? (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Et vous savez combien je me bats pour cette cité ! Êtes-vous contre la revalorisation des carrières qui permettra aux jeunes maîtres de conférences d'être recrutés avec des salaires plus élevés de 12 à 25 % en 2009 ? (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Yves Durand. Le décret, ce n'est pas cela !

Mme Valérie Pécresse, *ministre de l'enseignement supérieur*. Êtes-vous contre le doublement des promotions pour les maîtres de conférences, les professeurs et les directeurs de recherches ? (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Êtes-vous contre l'instauration de primes qui valoriseront autant l'enseignement que la recherche ? (*Même mouvement.*) Êtes-vous contre le plan "réussir en licence" pour tous nos étudiants ? (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Êtes-vous contre l'augmentation de 10 % des bourses pour les étudiants les plus défavorisés ? (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Êtes-vous contre les 730 millions du plan de relance pour l'enseignement supérieur et la recherche ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Monsieur Goldberg, vous mettez très injustement en cause le Président de la République ! (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Toutes les décisions que je viens de citer ont été prises sous son impulsion ! (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Patrick Roy. Retrait ! Retrait !

Mme Valérie Pécresse, *ministre de l'enseignement supérieur*. Vous savez ce que l'on dit, monsieur Goldberg : il n'y a pas d'amour sans preuve d'amour et des preuves, nous en donnons tous les jours à la communauté universitaire ! (*Les députés du groupe UMP se lèvent et applaudissent vivement et longuement. - Vifs applaudissements sur les bancs du groupe NC. - Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Daniel Goldberg](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 989

Rubrique : Enseignement supérieur : personnel

Ministère interrogé : Enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 février 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 11 février 2009